



LA CRISE

Mais de quelle crise parle-t-on ? Ou plutôt de quelles crises ?

Par Laurent DUBUC Secrétaire départemental du Parti Radical d'Ile et Vilaine

☎ 06.80.67.19.39

27 novembre 2008

Travaillant depuis 20 années dans la Finance : Assurances, Trading financier et gestion de Patrimoine pour les particuliers et les entreprises, je présenterai mes observations dans ces domaines en articulant mes propos en différents paragraphes.

- * L'histoire ;
- * L'état des lieux ;
- * La conjoncture ;
- * Les propositions.

L'HISTOIRE

Au commencement de l'organisation de la vie sociale, il y eut la tribu, puis les clans. Vint ensuite l'organisation économique sous forme de troc : la nécessité d'échanger des denrées, du bétail, etc. Notre vocabulaire actuel en conserve encore les traces. Le mot capital vient du latin « **capita** » tête de bétail.

La création de la monnaie découla de ces échanges pour les faciliter.

L'or et l'argent, valant métaux précieux forgera la valeur de la monnaie. La rareté des précieux métaux en garantissait la valeur. Puis vint le temps de la « monnaie papier » comme représentation d'une valeur équivalente « OR ».

Cette monnaie papier, prémices de la « virtuelle économie » permit l'accélération des échanges économiques, mais rendit de plus en plus abstraite la contre valeur. Les besoins de plus en plus importants des gouvernements qui imprimaient la « Monnaie papier » fit peu à peu perdre la mesure de l'économie réelle et conduisit à la dégradation de la valeur de l'argent papier.

Dictée par le besoin politique d'apporter des solutions immédiates, les gouvernements successifs ont actionné « la Planche à Billets », provoquant des dévaluations lourdes de conséquences.

Faut-il rappeler cet épisode de la République de Weimar, que les autorités vécutent avec l'illusion qu'une augmentation de la quantité des billets n'affectait pas les prix des produits, ni le niveau des changes.

La planche à billets tournait à plein régime : fin 1918, un dollar valait 4 marks ; fin 1923, le même valait 4200 milliards de marks ! On ne déjeunait pas à moins de 20 milliards de marks dans un restaurant de Berlin!

Billets ou pièces, Il faut se rendre à l'évidence, chaque nouvel exemplaire amoindrit la valeur du précédent, d'où l'augmentation des prix.

UN ETAT DES LIEUX

La crise actuelle nous est présentée selon les gens et les genres comme une crise IMMOBILIERE, FINANCIERE et enfin ECONOMIQUE.

Cependant comme beaucoup de nos concitoyens, j'observe que depuis l'été 2008, la « crise » est devenue la « Norme » pour les médias, alors que les secousses que nous observons et que nous subissons et subiront encore longtemps, sont des crises distinctes, cependant opportunément réunies dans un amalgame troublant qui noie l'incapacité à les expliquer.

L'impuissance des politiques à agir sur ces événements en cascade qui semblent incontrôlables et inexorables est perceptible par tous.

Parce que le sentiment d'une catastrophe imminente nous pousse à revenir aux réalités, au moins dans l'expression publique, les politiques et les médias redécouvrent l'économie comme une valeur découlant de la vitalité des entreprises et des emplois qu'elles créent : ils

découvrent l'ampleur des dégâts sociaux consécutifs de la « crise » et reviennent à la préoccupation du devenir de l'homme.

Cependant que certains, dans leur désir vaniteux de domination arborent encore face à la situation actuelle « irresponsabilité et confusion » donnant aux Français, le sentiment qu'il n'existe pas de solutions.

Il faut être lucide, courageux et pragmatique :

La crise actuelle pose le problème de la solvabilité des Emetteurs ! Etat en faillite (Islande), Banques en faillite, Assureurs en faillite (AIG..).

Cette crise est comme un virus excessivement contagieux, tant les organes et acteurs économiques sont intimement reliés et dépendants.

L'éradiquer contribuera à mettre fin à un cycle économique basé sur l'économie virtuelle alimentée par une spéculation irraisonnée.

Il faut revenir à une économie réelle basée sur la valeur intrinsèque des ENTREPRISES. Il faut analyser leur capacité à se développer au regard des besoins exprimés par les consommateurs.

Les Banques se sont emparées de ce qui peut être parfois identifié comme le pouvoir suprême ! LA VIE... ECONOMIQUE » avec en quelque sorte un droit de vie ou de mort économique sur les entreprises, l'économie.

Le pire étant que désormais ils ne contrôlent plus ce Pouvoir, tant l'interdépendance des réseaux financiers est importante et pourtant ils ont une grande responsabilité dans la crise actuelle:

* Ils se sont érigés en maîtres de l'économie, tout en ignorant les règles et pratiques anticoncurrentielles, on peut même parler d'abus de position dominante !

Quelles différences voyez-vous entre une banque ou une autre ?

Leurs produits, services et conditions sont ils différents ?

Peut- on vivre socialement sans compte bancaire ?

Ils ne sont pas sanctionnés aujourd'hui, alors que les sociétés commerciales le sont toujours en pareil cas (Affaire Microsoft très fortement pénalisée ou les sociétés de téléphonies mobiles).

Les banques ont réalisé d'énormes profits pour séduire les marchés financiers, car elles sont elles-mêmes cotées, ce qui peut être considéré comme une hérésie!

Dans ce contexte, elles ont abandonné l'intérêt général du développement économique (Entreprises et Emplois) pour se consacrer à leurs résultats d'exploitation.

Ces Profits furent réalisés en n'exerçant que très peu leur métier de base (accorder des financements) mais en pratiquant une politique tarifaire de frais bancaires de plus en plus lourds et en plaçant l'argent plutôt qu'en prêtant l'Argent, faisant de la gestion de fortune , créant des produits financiers très lucratifs pour eux, plus rarement pour leurs clients et en s'engageant dans la distribution de titres douteux, tout cela sans contrôle.

Les Banques ont asphyxié l'économie en n'accordant que très difficilement les financements utiles et indispensables aux besoins de trésorerie des entreprises et des particuliers.

En revanche ils ont privilégié les crédits financiers avec de fortes garanties à nantir ou avec effet de levier (L.B.O).

Pendant cette décennie, dans une conjoncture de croissance et de larges profits, il était encore très difficile d'obtenir un crédit, sauf pour l'immobilier mais on comprend aisément pourquoi.

Alors que la disponibilité du crédit stimule non seulement la productivité mais aussi la flexibilité et l'innovation, sans parler de la motivation nécessaire à tout développement.

Même ce qui semble simple à nos yeux : « Ouvrir un compte bancaire » était et est toujours très difficile pour une société en cours de création, ce qui est non seulement inacceptable, mais COUPABLE !

Derrière le discours moralisateur envers les Emprunteurs , les banques réclament toujours plus de garanties aux porteurs de projets, dissimulant en fait leurs souhaits de ne pas s'engager, alors que s'agissant de leurs comportements de gestionnaires supposés « avisés » ils n'ont pas hésité à placer leurs capitaux propres dans des supports financiers risqués (subprimes), et à s'engager dans des activités de trading financier spéculatif à hauts risques , avec des effets de levier maximum ! (affaire Kerviel). Le tout apparemment sans contrôle !

Ainsi, fortes de leurs pouvoirs incontestés, isolées dans leur sphère autocratique les Banques ont pu tout se permettre :

Aujourd'hui, par leur inconséquence et leur avidité et malgré une économie Mondiale en grande difficulté, ils continuent librement leurs activités en fonction de critères inchangés.

C'est la raison pour laquelle la garantie des états devient un gage de solvabilité et de stabilité économique !

En effet, les banques ont à leur disposition des sommes importantes provenant de l'effort National : le travail et les économies des français.

L'état croyant ainsi apporter un soutien à l'économie réelle pour permettre à notre pays de se relever.

Mais, si rien ne change dans l'organisation mondiale du capitalisme, cela pourrait relever de la grande illusion.

LA CONJONCTURE

Plus récemment le très médiatique et haute autorité : Alan Greenspan qui présida la FED de 1987 à 2006, tripla la masse monétaire, tandis que le PIB ne croissait que du sixième !

Ainsi, l'homme clé de la planète financière, écouté et suivi par toutes les économies, ardent avocat de l'or dans sa jeunesse, émit-il 6250 dollars par nouvelle once d'or. N'est ce pas incroyable ! Mais pourtant vraicet alchimiste à l'envers créa alors les bases de la Faillite de l'économie Américaine !

Comme j'ai pu le croire, vous pensez alors que les USA disposent des plus grosses réserves d'Or au monde !

Rien n'est moins sur, puisque dès le début de cette année une enquête est effectuée par le GATA (Gold **A**nti-**T**rust **A**ction) pour connaître la vérité sur le stock d'Or Métal.

Cette enquête n'a toujours pas abouti ! Ce qui pourrait apparaître comme un camouflé, en effet, l'or étant stocké (avec toutes les mesures de sécurité) il en existe forcément un état comptable.

En conséquence le montant devrait pouvoir en être connu fort simplement.

Parce que l'or est l'étalon de toutes les monnaies, du rendement des obligations des gouvernements et de la valeur du travail, un libre marché de l'or est essentiel à la liberté de tous les marchés et à d'honnêtes pratiques financières et à la liberté dans le monde », a déclaré William J. Murphy, le président du GATA.

L'or qui avait assuré la stabilité monétaire au XIXème siècle, n'est plus le juge de paix : quand on n'a plus d'or, on a encore du papier.

Quand la monnaie vaudra moins que le papier qui sert à l'imprimer, alors on n'aura plus rien.

Aujourd'hui ou devrais-je dire hier, le mouvement des échanges s'est encore accéléré et même emballé.

Qu'est ce que le circuit économique ?

Schématiquement, on peut décrire le circuit économique de la manière suivante :

- Les entreprises produisent des biens et services. Pour se faire, Ces revenus sont utilisés par les ménages qui les dépensent pour consommer. Les entreprises doivent donc produire de nouveau pour remplacer les biens et services acquis par les consommateurs...

Les entreprises ont pour fonction de produire des biens et/ou des services. Pour ce faire, elles emploient de la main d'œuvre qu'elles rémunèrent en leur versant des salaires.

- Grâce aux salaires et aux revenus qu'ils touchent, les consommateurs achètent les biens et/ ou les services dont ils ont besoin.

L'économie repose donc sur un ensemble de flux reliant différents acteurs entre eux.

Les différents marchés de capitaux

On distingue deux types de marchés de capitaux :

Le marché monétaire

Il s'agit du marché des capitaux à court terme ou s'échange des titres courts contre des liquidités.

Ce marché est réservé aux investisseurs institutionnels, essentiellement les banques et les sociétés d'assurances qui se prêtent des capitaux avec des échéances de courte durée.

Le marché financier

Ce marché permet aux intervenants de trouver des sources de financement pour faire face aux besoins liés à des décalages de trésorerie à court terme.

Il s'agit du marché des capitaux à long terme.

Sur ce marché les titres de valeurs mobilières sont échangés.

On distingue deux compartiments : le marché primaire sur lequel sont cédés les titres nouvellement émis par les agents ayant des besoins de financement et le marché secondaire : la Bourse, sur lequel ces titres sont échangés entre agents économiques.

Les agents économiques qui interviennent sur ce marché, peuvent pour obtenir des capitaux :

- Soit émettre des actions (marché boursier)

Une action représente une part du capital d'une société qui donne droit à « un droit de vote » et à une part du bénéfice de l'entreprise « un dividende ».

- Soit émettre des obligations (marché obligataire)

Une obligation est une « part d'un emprunt » donnant droit à la perception d'un « intérêt ».

Le marché obligataire est le lieu où les agents économiques s'échangent des parts des obligations émises par des emprunteurs. Le prêteur récupère son capital lorsque l'obligation arrive à son échéance.

PROPOSITIONS

LE PARTI RADICAL VALOISIEN doit proposer des mesures visant à redistribuer les pouvoirs financiers entre les différents acteurs du circuit économique.

Seule une réorganisation en profondeur du système financier et monétaire international constituerait une réponse appropriée à la crise systémique mondiale.

Lourd chantier, celui-ci sera sans aucun doute long, cependant il est indispensable à court terme de mettre en œuvre un circuit financier court donc plus rapide, afin d'alimenter en capitaux les entreprises. Un circuit court sollicitant moins d'intermédiaires est moins coûteux pour les entreprises.

L'urgence de la situation nous l'impose.

Cela peut se réaliser avec des outils qui pourraient être :

- **La ou les BOURSES régionales qui sont plus en phase avec l'économie réelle**

Il est indispensable d'apporter des règles de contrôle et d'authentification des valeurs mobilières qui seraient proposées sur ces marchés. La valeur des actions devant être fiable, son évaluation serait soumise à l'approbation d'un organisme de tutelle.

- **les FIP, FCPI**

Elles sont à promouvoir en étendant leurs champs d'application et les avantages fiscaux.

Les avantages fiscaux seraient la rémunération du risque économique pris par les investisseurs privés et assureraient la stabilité de l'actionariat.

- **Etendre et renforcer les lois pour l'initiative économique**
- **la loi TEPA en faveur de la réduction de ISF**

Le PARTI RADICAL VALOISIEN doit également proposer le renforcement des moyens de contrôles :

- ✓ Des instances financières en donnant plus de prérogatives et une forte indépendance à l'AMF (Autorité des Marchés Financiers)
- ✓ des engagements des Etablissements Financiers et Bancaires face à leur solvabilité réelle.
- ✓ Sur les rémunérations abusives des opérateurs des marchés financiers.
- ✓ Sur les outils spéculatifs disposant d'importants effets de leviers financiers.

(L'argent facile entretient l'illusion de la fortune et de l'effort inutile)

Cette réorganisation et le renforcement des moyens de contrôle achèveront ce cycle pernicieux d'insouciance économique et écologique, les deux intimement liés et si souvent opposés.

Le PRV quant à lui s'est d'ores et déjà engagé dans la croissance Verte qui conjuguera les besoins des hommes de demain tout en assurant de façon raisonné l'indispensable développement économique.

C'est un devoir envers les générations futures, et du bon sens.

Fidèle à ses engagements Humanistes Le PARTI RADICAL montre la voie aux pays de GAIA.

Les cycles économiques ont de toujours été liés à l'autonomie énergétique des Pays.

La fin du cycle évoqué issu du Pétrole, qui a longtemps représenté une énergie bon marché et facile à exploiter, cependant si polluante doit désormais céder sa place à l'énergie renouvelable et propre.

La violence de la crise oblige les Hommes à prendre les décisions qui s'imposaient et qui étaient sans cesse repoussées à demain, dans ce jeu de Poker économique mondial qui s'avère aujourd'hui être un marché de dupes.